



JUILLET 2016

ALÉNA : LES CRITIQUES DE DONALD TRUMP NE SONT PAS FONDÉES

Par Mathieu Bédard

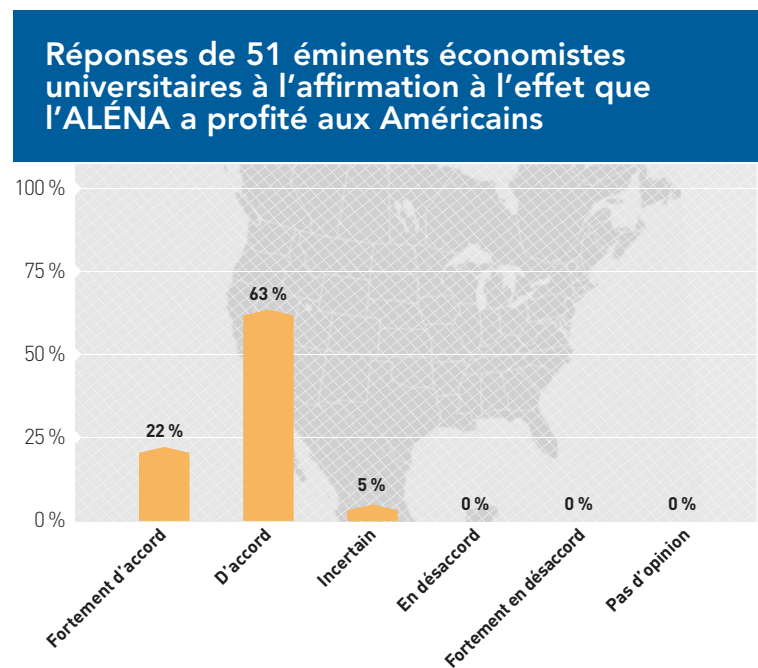
Le candidat présomptif du Parti républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, a fait des effets néfastes de l'ouverture des frontières, et en particulier du commerce entre les États-Unis et le Mexique, l'un de ses chevaux de bataille. Il prétend que le libre-échange ne profite pas aux États-Unis¹. Selon lui, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) est « un désastre » qu'il faut renégocier. Au Canada, cette opposition au libre-échange trouve un certain écho auprès de commentateurs et de groupes de pression. La réalité est cependant que cet accord a eu des effets positifs pour les trois pays participants.

LES EFFETS DE L'ALÉNA

La libéralisation des échanges entraîne des bénéfices durables au prix de certains désagréments à court terme. C'est l'une des conclusions incontestables de l'analyse économique, partagée par la presque totalité des économistes. Le libre-échange augmente le bien-être dans les pays concernés grâce à une baisse des prix et à des gains d'efficacité, malgré la disparition initiale de certains emplois chez les entreprises moins efficaces qui produisent à des prix plus élevés que leurs nouveaux concurrents.

Ces effets ont été observés à la suite de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA en janvier 1994². La productivité du travail a augmenté partout en Amérique du Nord³. Au Canada, elle aurait augmenté de 14 %. Il s'agit d'un bond considérable qui laisse croire que les entreprises les moins efficaces ont fermé et les autres ont connu une croissance, sont devenues plus innovantes et ont adopté plus de technologies avancées⁴.

Figure 1



Note : Il s'agit des réactions à l'affirmation « En moyenne, les Américains ont obtenu plus d'avantage avec l'ALÉNA que si les règles commerciales pour les États-Unis, le Canada et le Mexique en vigueur avant l'ALÉNA étaient restées en place ». Si l'on pondère les résultats par le degré de confiance de chaque expert, le verdict devient encore plus probant : 31 % sont fortement d'accord, 67 % sont d'accord et 2 % sont incertains.

Source : Chicago Booth School of Business, IGM Economic Experts Panel, Free Trade, 13 mars 2012.

Les réductions de droits de douane ont mené, entre 1993 et 2011, à une augmentation additionnelle des échanges commerciaux avec les deux autres pays de 11 % au Canada, de 41 % aux États-Unis et de 118 % au Mexique⁵. En valeur, les échanges des États-Unis avec le Canada et le Mexique sont passés de 481 milliards en 1993 à 1,1 billion de dollars américains en 2015⁶. Alors que Donald Trump prétend que les Américains « ne produisent plus rien », en laissant entendre que c'est à cause de l'ALÉNA⁷, le secteur manufacturier américain a augmenté sa production de 58 % depuis l'entrée en vigueur du traité⁸.

La Figure 1 montre que la quasi-totalité des 51 éminents économistes universitaires sondés dans le cadre de l'IGM *Economic Experts Panel* sont d'avis que l'ALÉNA a été profitable aux Américains. Aucun ne croit que cet accord a été défavorable.

Il ne fait aucun doute que, comme Donald Trump se plaît à le rappeler, il y a beaucoup moins d'emplois dans le secteur manufacturier aux États-Unis que par le passé, soit 29 % moins qu'avant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA⁹. Cependant, ce changement est principalement dû aux innovations techniques qui accroissent la productivité et permettent au niveau de vie d'augmenter¹⁰.

Durant les dix années suivant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, l'ouverture des frontières a été à elle seule responsable d'une augmentation des salaires réels dans les entreprises concernées de 0,32 % au Canada et de 0,11 % aux États-Unis¹¹. L'ALÉNA a permis la création d'emplois dans des industries qui exportent et qui paient en moyenne des salaires 15 à 20 % plus élevés que les industries qui se concentrent sur la production domestique¹².

UNE ÉCONOMIE CONTINENTALE INTÉGRÉE

Ces données ne traduisent toutefois pas tous les effets du libre-échange. L'un de ces effets importants, ayant bénéficié à tous, est que la production entre les pays est maintenant mieux intégrée grâce à une division du travail plus poussée. Ce phénomène d'intégration fait en sorte que dans bien des cas, les importations stimulent la production domestique au lieu de la remplacer. Environ 25 % des importations américaines depuis le Canada sont des produits de conception américaine, ou qui y ont été construits ou transformés, puis réimportés. Dans le cas des importations américaines en provenance du Mexique, ce chiffre grimpe à 40 %¹³.

Un autre effet positif de la libéralisation des échanges, souvent oublié dans ces débats, est

l'effet sur l'économie mexicaine. L'économie mexicaine a longtemps battu de l'aile pour des raisons multiples et profondes. L'ALÉNA a cependant réduit le prix de plusieurs biens de consommation de moitié en quelques années, ce qui a permis d'améliorer la condition toujours précaire de nombreux Mexicains. La Banque mondiale estimait en 2004 que l'ALÉNA avait fait passer 3 millions d'entre eux au-dessus du seuil de la pauvreté¹⁴.

Ces nombreux avantages du libre-échange n'ont toutefois pas empêché plusieurs prophètes de malheur d'exagérer les effets négatifs de l'ALÉNA. Déjà en 1998, quatre ans après la signature du traité, certains critiques canadiens prétendaient que le « Canada fait face à l'extinction en tant que nation indépendante »¹⁵. Force est de constater que cette menace, qui rappelle les propos récents de Donald Trump, ne s'est jamais matérialisée.

Le libre-échange a un effet positif indéniable sur l'économie. Si Donald Trump veut négocier « a better deal » pour les États-Unis, ce devra forcément être un traité qui libéralise encore davantage les échanges.

RÉFÉRENCES

1. Donald Trump, « Transcript: Donald Trump's Foreign Policy Speech », *The New York Times*, 27 avril 2016.
2. L'ALÉNA a fait suite à l'Accord de libre-échange canado-américain (ALÉ) entré en vigueur en janvier 1989.
3. Gary Clyde Hufbauer et Jeffrey J. Schott, *NAFTA Revisited: Achievements and Challenges*, Peterson Institute for International Economics, 2005, p. 61-62.
4. Daniel Trefler, « The Long and Short of the Canada-U.S. Free Trade Agreement », *The American Economic Review*, vol. 94, no 4, 2004, p. 870-895; Alla Lileeva et Daniel Trefler, « Improved Access to Foreign Markets Raises Plant-level Productivity ... for Some Plants », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 125, no 3, 2010, p. 1051-1099.
5. Lorenzo Caliendo et Fernando Parro, « Estimates of the Trade and Welfare Effects of NAFTA », *Review of Economic Studies*, vol. 82, no 1, 2015, p. 3 et 27.
6. United States Census Bureau, *Trade in Goods with Canada, Trade in Goods with Mexico*.
7. Chris Wallace, Entrevue avec Donald J. Trump, *Fox News Sunday*, Fox News, 18 novembre 2015.
8. US Bureau of Labor Statistics, *Manufacturing Sector: Real Output [OUTMS]*, FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis, 9 mai 2016.
9. US Bureau of Labor Statistics, *All Employees: Manufacturing [MANEMP]*, FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis, 9 mai 2016.
10. N. Gregory Mankiw, « The Economy Is Rigged, and Other Campaign Myths », *The New York Times*, 8 mai 2016. Les crises économiques de 2001 et 2008 ont aussi réduit considérablement le nombre de ces emplois.
11. Lorenzo Caliendo et Fernando Parro, *op. cit.*, note 5, p. 20.
12. Carla A. Hills, « NAFTA's Economic Upsides », *Foreign Affairs*, 6 décembre 2013.
13. Robert Koopman et al., « Give Credit Where Credit Is Due: Tracing Value Added in Global Production Chains », NBER Working Paper Series, no 16426, 2010, p. 7 (Appendice).
14. Alessandro Nicita, « Who Benefited from Trade Liberalization in Mexico? Measuring the Effects on Household Welfare », World Bank Policy Research Working Paper no 3265, avril 2004, p. 30 et 47.
15. Maude Barlow et Bruce Campbell, *Take Back the Nation 2: Meeting the Threat of NAFTA*, Key Porter Books, 1993, p. vii.



Ce Point a été préparé par Mathieu Bédard, économiste à l'Institut économique de Montréal. Il est titulaire d'un doctorat en sciences économiques d'Aix-Marseille Université et d'une maîtrise en analyse économique des institutions de l'Université Paul Cézanne. La **Collection Réglementation** de l'IEDM vise à examiner les conséquences souvent imprévues pour les individus et les entreprises de divers lois et règlements qui s'écartent de leurs objectifs déclarés.

L'Institut économique de Montréal est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses publications, ses interventions et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et partout au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.